

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Menaces-sur-le-president-venezuelien-Hugo-Chavez>

# **Menaces sur le président vénézuélien Hugo Chavez**

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : lundi 21 mars 2005

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Le 31 janvier 2005, le président vénézuélien Hugo Chávez a reçu un accueil triomphal de la part des militants altermondialistes rassemblés lors du Forum social mondial de Porto Alegre. Celui qui est devenu pour la gauche latino-américaine le symbole de la résistance au néolibéralisme et à l'hégémonie étatsunienne a estimé à cette occasion qu'il était urgent de « mettre en place une économie sociale pour dépasser le capitalisme ». Déjà soumis par le passé à la vindicte de la Maison Blanche, qui a tout fait pour le déstabiliser, M. Chávez redevient la bête noire de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice et des nostalgiques de la guerre froide, comme le secrétaire d'Etat adjoint Roger Noriega, le sous-secrétaire d'Etat John Bolton, le « dur » Elliot Abrams, vice-conseiller de la Sécurité nationale ou M. John Negroponte, vétéran de la « guerre sale » en Amérique centrale et désormais à la tête de la toute puissante Agence nationale du renseignement. Tout à leur obsession affirmée de ne pas laisser s'installer un... « second Cuba » ! ceux-ci remettent en oeuvre les méthodes appliquées contre tout gouvernement ou pays qui cherche à se démarquer de l'Empire.

Sorti victorieux de la tentative de coup d'Etat du 11 avril 2002, du lock-out de décembre 2002/janvier 2003 (64 jours d'interruption de l'activité économique), du référendum révocatoire du 15 août 2004 et des élections du 31 octobre, qui ont donné à son mouvement 20 gouverneurs sur 22 et 270 maires sur 337, le président bolivarien met en oeuvre une audacieuse politique en direction des secteurs défavorisés. Reprise en main, la compagnie pétrolière nationale PDVSA a transféré, en 2004, 3,5 milliards de dollars en direction des programmes sociaux [1]. Par ailleurs, M. Chávez joue un rôle décisif sur la scène latino-américaine où il n'est plus isolé, même s'il est diversement accompagné.

Les effets pervers du dogmatisme libéral concocté par Washington, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement ont eu pour conséquence un incontestable virage à gauche du sous-continent (Argentine, Brésil, Panamá, Uruguay), ces deux dernières années. Même le Mexique voit se profiler une possible victoire de l'actuel maire de la ville de Mexico, M. Manuel López Obrador, du Parti de la révolution démocratique (PRD). Face à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA, ALCA en espagnol), projet étatsunien de recolonisation économique du continent, la conjoncture permet au président vénézuélien de relancer son projet d'Alternative bolivarienne pour l'Amérique (ALBA), une intégration basée sur la coopération et non sur la concurrence, qui reposerait sur les bases d'un développement endogène et prendrait en compte les franges de population les plus défavorisées.

En ce sens, la naissance, le 8 décembre 2004, au Pérou, à travers la « Déclaration de Cuzco », d'une Communauté sud-américaine des nations composée de douze Etats [2] marque un premier pas, même si cette organisation demeure pour l'heure plus symbolique que fonctionnelle, les Etats-Unis y conservant quelques alliés inconditionnels (la Colombie, l'Equateur, le Pérou et, en dehors de cette zone géographique, les pays d'Amérique centrale).

Plus concrètement, à l'alliance stratégique passée avec La Havane (à travers un accord pétrole contre médecins et enseignants), le Venezuela vient d'ajouter celle scellée avec Brasilia, le 14 février, à Caracas, par la signature de 26 accords allant du secteur énergétique (coopération entre PDVSA et Petrobras en matière d'exploration, de raffinage, etc.) au militaire. S'y est ajoutée, le 1er mars 2005, la déclaration conjointe de M. Chávez avec MM. Nestor Kirchner (Argentine) et Luiz Inacio « Lula » da Silva (Brésil), lors de la prise de possession du nouveau président uruguayen Tabaré Vázquez, tous trois représentants d'une gauche modérée. A l'occasion de ce mini-sommet, les quatre présidents ont décidé de renforcer l'intégration régionale et les coopérations multilatérales, décision concrétisée par des accords bilatéraux entre le Venezuela et le Brésil d'un côté, le Venezuela et l'Argentine de l'autre. Avec, en vue, la signature future d'accords trilatéraux. De son côté, M. Tabaré Vázquez a signé un accord prévoyant un échange de pétrole vénézuélien contre des produits alimentaires uruguayens.

Tout à son projet bolivarien, M. Chávez milite activement pour la création d'une chaîne de télévision régionale, Telesur - pour contrer l'influence de CNN -, de Petrosur - un bloc pétrolier latino -, d'un fonds pour répondre au

problème aigu de la pauvreté, d'une Banque sud-américaine pour le développement.

Egalement soucieux de réduire la dépendance traditionnelle du Venezuela vis-à-vis du marché étatsunien, il établit de nouvelles alliances avec les grands pays émergents que sont l'Inde, l'Afrique du Sud et la Chine, et, en décembre 2004, il a rencontré son homologue Hu Jintao, à Pékin, pour discuter d'un nouvel accord bilatéral (la Chine doublera sa consommation pétrolière dans la prochaine décennie).

Le 27 mars 2001, dans une déclaration devant le Congrès américain, le général Peter Pace, alors chef du Southern Command (commandement sud de l'armée des Etats-Unis), estima que dans le schéma de pouvoir global, qui inclut le contrôle du pétrole, l'Amérique latine et la Caraïbe avaient plus d'importance pour les Etats-Unis que le Proche-Orient. En ce sens, et outre le rôle de locomotive du président Chávez dans la résistance latino-américaine à l'ordre dominant, Washington voit d'un très mauvais oeil la Chine, la Russie et le Brésil entrer, à terme, par la grande porte, dans la Faille de l'Orénoque, considérée comme la plus importante réserve de pétrole brut de la planète. Après avoir soutenu le coup d'Etat du 11 avril 2002 (le « 11-A ») et avoir systématiquement pris parti pour l'opposition, jusqu'à ce que celle-ci explose en vol, les Etats-Unis rejouent une partition similaire à celle qui a précédé le « 11-A ». A petite dose, et de manière constante, d'« importants fonctionnaires de la Maison Blanche », des journalistes « très informés » préparent l'opinion américaine à une déstabilisation du Venezuela. Dès novembre 2004, Mme Condoleeza Rice demandait aux pays de la région d'être vigilants « sur le risque que représente le régime chaviste », qualifiait le président d'« ex-rebelle » (en référence au coup d'Etat qu'il tenta le 4 février 1992) et le Venezuela de « problème réel ». Ce à quoi M. Chávez répliquera : « Ils se trompent. Je ne suis pas un ex-rebelle. Je suis un rebelle. » Le 18 janvier, la nouvelle responsable de la diplomatie américaine taxe à nouveau son gouvernement de « force négative dans la région ».

En février 2005, en quelques jours, à travers les porte-parole de diverses institutions - Maison Blanche, Département d'Etat, CIA -, Washington lie cette révolution bolivarienne pacifique avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), accuse Caracas, de constituer une « menace régionale », d'être un gouvernement « instable », « fournisseur peu fiable de pétrole » et de mener une course aux armements.

Derrière l'accusation de liens avec les guérillas colombiennes (récurrente et agitée sous les moindres prétextes, même les plus mauvais), on trouve la crise aussi grave que brève qui a opposé Caracas à Bogotá après que l'« ambassadeur » des FARC, M. Rodrigo Granda, ait été enlevé à Caracas, le 13 décembre, et rapatrié clandestinement dans le pays voisin (par les services de renseignements colombiens en lien avec trois officiers vénézuéliens « achetés » avec plus d'un million de dollars), en ignorant les formalités légales, et en violant les normes des lois internationales sur l'extradition [3].

Derrière l'« arsenal de Chávez », l'achat par le Venezuela de 40 hélicoptères de combat MI35 et de Migs à la Russie (Washington refuse de lui vendre des pièces de rechange pour ses F-16, acquis dans les années 1980) ; de 24 avions de chasse Super-Toucans au Brésil ; de radars à la Chine et au Brésil pour la protection de son espace aérien ; de quatre corvettes aux chantiers navals espagnols ; de 6 avions de transport C-295 à la filiale ibérique Izar du consortium européen EADS [4] ; enfin, de 100 000 fusils d'assaut AK-47 à Moscou.

En la matière, nul ne s'appesantit sur le fait que, depuis l'aide massive apportée par Washington à Bogotá, dans le cadre du Plan Colombie, la capacité conventionnelle de l'armée colombienne a considérablement augmenté, et pas seulement en matière contre-insurrectionnelle, ce qui en théorie n'a aucun sens puisque la structure conventionnelle d'une armée ne sert en rien à lutter contre des guérillas. Les Forces armées colombiennes sont actuellement 4 fois supérieures aux Forces armées vénézuéliennes en terme de puissance de feu. Or, pour la révolution bolivarienne, le danger peut venir aussi bien de Bogotá que de Washington - la Colombie étant considérée à juste titre, eu égard aux intérêts et stratégies de la Maison Blanche, comme l'Israël de la région andine.

Enfin, pour la petite histoire (et l'ironie de la situation), on rappellera que la faiblesse stratégique de l'armée vénézuélienne a été utilisée comme argument par un certain nombre d'officiers ayant participé au coup d'Etat d'avril 2002 - notamment les généraux Pedro Antonio Pereira (aviation), Efraín Vasquez Velasco (armée de terre), et le contre-amiral Daniel Comisso Urdaneta (marine) -, lesquels reprochaient au président Chávez d'affaiblir l'institution militaire. Avec des prix du pétrole très inférieurs à ceux en vigueur aujourd'hui, il avait effectivement, privilégiant les programmes sociaux, réduit le budget de l'armée de 47 % et l'avait « soulagée » de presque un quart de ses effectifs. Il ne fait donc que rétablir un équilibre momentanément rompu.

Sous-secrétaire d'Etat pour l'Amérique latine, M. Roger Noriega n'en déclare pas moins que l'acquisition de 100 000 AK-47 et de 40 hélicoptères auprès de la Russie « est un motif de grande préoccupation pour nos alliés en Amérique latine, ainsi que pour le peuple vénézuélien [5] ». Dans le Washington Post du 27 février, Robert D. Novak, sous le titre « L'infection de l'Amérique latine », dénonce : M. Chávez élargit son influence « plus effectivement que n'a jamais pu le faire son ami et allié Fidel Castro » et l'accuse de vouloir déstabiliser le Nicaragua, la Bolivie, le Pérou et l'Equateur. Juan Manuel Santos, ex-ministre des finances colombien et membre de la famille propriétaire du quotidien El Tiempo, (tout comme l'actuel vice-président Francisco Santos), accuse le président bolivarien dans un article explosif intitulé « Le Venezuela brûle... et peut incendier la Colombie [6] ».

Pour accentuer la pression et visant ostensiblement Caracas et sa « démocratie participative », Washington envisage de faire modifier la Charte démocratique de l'Organisation des Etats américains (OEA), lors de sa prochaine réunion qui se tiendra en juillet prochain à Fort Lauderdale (Floride) et de la doter d'un « instrument qui permettrait à la région d'isoler et d'intervenir face à des régimes qui s'écartent graduellement de la démocratie ». Le directeur de la CIA, M. Porter Goss, ajoute la touche finale lorsqu'il prédit qu'en 2005, il y aura une « situation de déstabilisation » au Venezuela.

Fort de ses incontestables succès électoraux, M. Chávez n'a plus en face de lui d'opposition crédible. Mais la solution démocratique n'est pas forcément la méthode la plus employée pour réduire la souveraineté et l'indépendance des nations. M. George W. Bush renforce le Southern Command. Le Plan Colombie, auquel a été ajouté le Plan patriote, se déploie, cette année, le long de la frontière vénézuélienne. C'est d'ailleurs de Colombie que sont venus 91 paramilitaires arrêtés le 2 mai 2004 dans la banlieue de Caracas. Ils avaient été recrutés pour revêtir l'uniforme des forces vénézuéliennes et commettre un massacre, attaquer des institutions militaires, voire assassiner le président Chávez, et en faire porter la responsabilité aux troupes officielles afin de provoquer le chaos et justifier une intervention étrangère [7].

La menace se profile. « Chávez doit mourir comme un chien parce qu'il le mérite », a froidement déclaré, depuis son exil, l'ancien président Carlos Andrés Pérez (destitué pour corruption), avant d'ajouter : « Nous ne pouvons pas simplement nous débarrasser de Chávez, puis, immédiatement après, avoir une démocratie. Nous avons besoin d'une période de transition de deux ou trois ans pour jeter les fondations d'un Etat où prévaudra l'empire de la loi. Lorsque Chávez tombera, nous devons fermer l'Assemblée nationale et la Cour suprême [8] ». Comme le 12 avril 2002 ! Le 25 octobre 2004, c'est depuis les Etats-Unis, dans un programme de télévision de la chaîne 22 de Miami, que l'acteur et homme de média Orlando Urdaneta a encouragé ses concitoyens à assassiner le président, affirmant que « le problème vénézuélien se solutionne avec un fusil à mire télescopique ». Sans aucune réaction du gouvernement américain, qui ne s'inquiète pas plus de l'existence de camps d'entraînement paramilitaires de secteurs golpistes liés aux groupe anticastriste en exil, à Homestead (Floride) [9]. En avril 2004, le général « dissident » Felipe Rodríguez, alors passé dans la clandestinité depuis cinq mois, avait ouvertement affirmé qu'il était en train de mettre en place des groupes clandestins pour renverser le président [10]...

L'assassinat, le 18 novembre 2004, du procureur Danilo Anderson, qui avait entamé la procédure pour amener devant la justice tous les signataires du décret du 12 avril 2002, instaurant une dictature au Venezuela, constitue plus qu'un avertissement. Les menaces ne sont pas à prendre à la légère et l'on aurait tort de sourire devant la déclaration faite le 20 février, dans son émission Alo Presidente, par M. Chávez : « Si on m'assassine, j'en rends

responsable le président des Etats-Unis, George Bush. »

**Le Monde Diplomatique.** Paris le 9 mars 2005

*Post-scriptum :*

**Notas :**

---

[1] El País, Madrid, 20 février 2005.

[2] Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay (Mercosur), Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela (Communauté andine), Chili, Guyana et Surinam.

[3] Ex-époux de Mme Ingrid Betancourt, enlevée par les FARC en février 2002, M. Jean-Charles Lecompte a affirmé que le gouvernement colombien connaissait la présence de M. Granda à Caracas et a ainsi cherché à empêcher la rencontre que celui-ci devait avoir avec une délégation suisse pour aborder le thème de l'échange humanitaire et de la libération de la sénatrice (El Universal, Caracas, 2 mars 2005).

[4] El País, 20 février 2005.

[5] CNN, Atlanta, 13 février 2005.

[6] Revista Diners.

[7] Lire Hernando Calvo Ospina, « Aux frontières du Plan Colombie », Le Monde diplomatique, février 2005.

[8] El Nacional, Caracas, 25 juillet 2004.

[9] Egalement protégés de fort curieuse manière, les lieutenants de la Garde nationale José Colina Pulido et Germán Rodolfo Varela, impliqués dans des attentats contre les ambassades d'Espagne et de Colombie à Caracas, en 2003, qui ont demandé l'asile aux Etats-Unis en décembre 2003. Ils resteront sur le territoire américain « car il existe suffisamment de preuves que leurs vies seraient en danger s'ils étaient extradés au Venezuela » (El Universal, Caracas, 23 février 2005).

[10] Miami Herald, 10 avril 2004.